

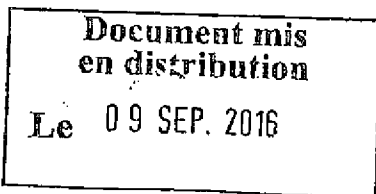
ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Commission de l'économie, des finances,
du budget et de la fonction publique

Papeete, le - 9 SEP. 2016

N° 134-2016

RAPPORT



relatif à un projet de délibération relative à la dotation,
au renouvellement et à l'entretien des effets d'uniforme
des agents du service d'assistance et de sécurité,

présenté au nom de la commission de l'économie,
des finances, du budget et de la fonction publique,

par Messieurs les représentants René TEMEHARO et
Antonio PEREZ

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 5703/PR du 18 août 2016, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération relative à la dotation, au renouvellement et à l'entretien des effets d'uniforme des agents du service d'assistance et de sécurité.

Le service d'assistance et de sécurité (SAS) est chargé, depuis sa création par délibération n° 88-5 AT du 11 février 1988, d'assurer la surveillance, la sécurité et le gardiennage d'ensembles immobiliers relevant du domaine du Pays et de réaliser l'accueil et l'orientation des usagers de ces ensembles, sous l'autorité hiérarchique du Président du Pays.

Il est également en charge du service d'honneur en cas de manifestations officielles ou d'accueil de personnalités officielles.

Dans le cadre de l'exercice de ces missions, la plupart des agents du service d'assistance et de sécurité sont astreints au port de l'uniforme. Il importe de préciser qu'au 1^{er} août 2016 le SAS dispose de 197 postes dont 2 postes gelés, 13 postes vacants et 182 postes occupés.

Sur cet effectif de 182 personnes, 10 agents ne portent pas de tenue (*administratif*), 171 agents sont en tenue d'agent de sécurité (*dont 4 femmes*) et 1 agent en tenue de technicienne de surface.

L'article 3 de la délibération n° 88-5 AT du 11 février 1988 prévoit un régime indemnitaire de compensation. Il est en effet ainsi rédigé :

« Art. 3.- Lorsqu'ils sont chargés de l'accueil du public, les agents du « service d'assistance et de sécurité » sont tenus de porter un uniforme distinctif. Ils perçoivent une indemnité de première mise et une indemnité mensuelle d'entretien d'uniforme dont les taux et modalités sont déterminés par arrêté en conseil des ministres. »

Les taux de ces indemnités sont fixés par arrêté n° 396 CM du 20 mars 1989 modifié, ainsi qu'il suit :

- indemnité de première mise, payable à l'engagement : 40 000 F CFP ;
- indemnité mensuelle d'entretien d'uniforme et d'équipement : 10 000 F CFP.

Le principe de la prise en charge de la fourniture, du renouvellement et de l'entretien des uniformes par l'employeur est consacré tant par le juge judiciaire¹ que par le juge administratif² en tant que principe général du droit.

Il revient aujourd'hui à l'assemblée de la Polynésie française de consacrer cette obligation, dont les modalités d'application seront précisées par le conseil des ministres.

Aussi, dans le cadre de la réorganisation du SAS, il est prévu qu'à compter du 1^{er} janvier 2017, l'administration se charge directement de fournir ces uniformes mais également d'en assurer l'entretien et le renouvellement. L'article 3 de la délibération susmentionnée sera donc abrogé à compter de cette même date.

À titre d'information, il est précisé que de janvier 1994 à janvier 2005 l'indemnité mensuelle d'entretien et d'équipement était fixée à 6 000 F CFP. Depuis janvier 2005 à ce jour, cette indemnité mensuelle est de 10 000 F CFP (*soit un budget de 20 520 000 F CFP pour 171 agents*). L'étude de prix réalisée en février-mars 2016 a permis d'estimer le coût total d'achat³ et d'entretien⁴ des tenues qui est de 24 400 000 F CFP (*soit une augmentation de 3 880 000 F CFP par rapport à l'indemnité d'entretien*).

Sur Tahiti, la cellule logistique sera chargée de la récolte, du marquage des paquets de linge sale de chaque agents et de les remettre au prestataire. La cellule comptabilité sera renforcée par 2 agents du protocole qui seront chargées principalement de l'engagement et de la liquidation de ces dépenses. Ces agents seront en liaison avec la cellule logistique de Tahiti et l'antenne de Raiatea, pour la gestion et le suivi des achats et de l'entretien.

Le projet de délibération a été présenté au conseil supérieur de la fonction publique qui, dans sa séance du 12 avril 2016, a émis un avis favorable.

*
* *

Tel est donc l'objet du projet de délibération ci-joint, que les rapporteurs proposent à leurs collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique, d'adopter.

LES RAPPORTEURS

René TEMEHARO

Antonio PEREZ

¹ Décision du 19 septembre 2013 de la Cour de cassation, chambre sociale

² Décision du 17 juin 2014 du Conseil d'Etat N° 368867

³ Achat des tenues pour 12 000 000 F CFP : estimation effectuée par l'équipe de pilotage pour renouveler les chemises, les polos, les pantalons, etc.

⁴ Entretien des tenues pour 12 400 000f : estimation pour 35 agents par jour, 7j/7j pour 1 année, répartis sur les différents postes, Raiatea inclus (*comprenant : récupération du linge sale ; Lavage ; Séchage ; Repassage ; livraison du linge propre*)

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : DRH1600324DL

DÉLIBÉRATION N° 2016-104/APF

DU 27 OCTOBRE 2016

relative à la dotation, au renouvellement et à
l'entretien des effets d'uniforme des agents du
service d'assistance et de sécurité

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-5 AT du 11 février 1988 modifiée portant création d'un service d'assistance et de sécurité ;

Vu l'avis du conseil supérieur de la fonction publique dans sa séance du 12 avril 2016 ;

Vu l'arrêté n° 1153 CM du 18 août 2016 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 3149/2016/APF/SG du 19 octobre 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 134-2016 du 9 septembre 2016 de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du 27 octobre 2016 ;

A D O P T E :

Article 1^{er}.- Certains agents du service d'assistance et de sécurité sont tenus de porter un uniforme.

Article 2.- Tout agent nouvellement affecté au service d'assistance et de sécurité et soumis à l'obligation de porter un uniforme, bénéficie, à la charge dudit service, d'une dotation en effets de première mise correspondant aux tenues qu'il doit porter en fonction de l'unité au sein de laquelle il est appelé à servir.

Il en est de même pour tout agent muté d'une unité à une autre soumis à cette obligation.

Article 3.- La dotation est fixée par référence aux fonctions exercées ; elle est composée d'un ensemble d'effets d'uniforme pour lesquels sont fixés, par arrêté pris en conseil des ministres, le nombre d'effets et la périodicité minimale de leur renouvellement et de leur entretien.

Article 4.- Les effets et accessoires restent la propriété de l'administration. En cas de cessation d'appartenance à des fonctions impliquant le port de l'uniforme, les agents restituent, sur demande de l'administration, les effets et accessoires qui ne sont plus nécessaires à l'exercice de leurs nouvelles fonctions.

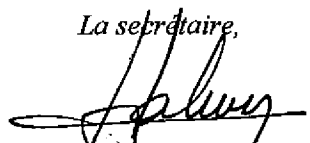
Article 5.- Les personnels du service d'assistance et de sécurité astreints au port d'une tenue sont responsables de celle-ci et doivent en prendre soin. Ils doivent remplacer à leurs frais les effets disparus ou rendus inutilisables par suite d'une faute personnelle.

Par contre, le personnel dont les effets vestimentaires ont été volés, détériorés ou perdus par suite de fait de service, a droit, sur justification, au remplacement desdits effets.

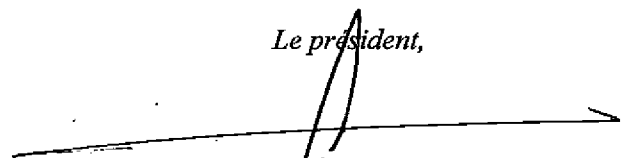
Article 6.- L'article 3 de la délibération n° 88-5 AT du 11 février 1988 modifiée portant création d'un service d'assistance et de sécurité est abrogé à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 7.- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,


Loïs SALMON-AMARU

Le président,


Marcel TUIHANI